Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2017-336** **13/04/2017**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 20

Objet : Appel à candidature : 20 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) :

- 1 poste de coordinateur d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (F/H) (agent contractuel - CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique (F/H) (agent contractuel - CDD) à Ploufragan (22).

- 1 poste de chargé de projet scientifique et technique – Développeur informatique (F/H) (agent contractuel – CDD) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste de technicien de laboratoire – Filières avicole et porcine (F/H) (agent contractuel – CDD) à Ploufragan (22).

- 1 poste d'adjoint du responsable administratif et financier (F/H) (agent contractuel – CDI) à Ploufragan (22).

- 1 poste de Webmaster – Internet et médias numériques (F/H) (agent contractuel – CDI) à Maisons-Alfort (94).

- 1 poste d'ajoint au chef d'unité coordination produits phytopharmaceutiques (F/H) (agent titulaire catégorie A+ ou contractuel CDI) à Maisons-Alfort (94).

Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA) :

1 poste de directeur de la Direction de l'Innovation et de la Valorisation (DIVaC) (F/H) (agent titulaire catégorie A ou contractuel) à Antony (92).

Agence de services et de paiement (ASP) :

- 1 poste d'adjoint au contrôleur budgétaire (F/H) (catégorie A) à Montreuil (93).

- 1 poste de chef de service adjoint (F/H) (catégorie A) à Chasseneuil du Poitou (86).

- 1 poste de chef du service contrôle (F/H) (catégorie A) à Chalons en Champagne (51).

- 1 poste de chef du service formation professionnelle et emploi (F/H) (catégorie A) à Strasbourg (67).

- 1 poste de chef du service formation professionnelle emploi et autres activités (F/H) (catégorie A) à Lyon (69).

- 1 poste de chef du service de gestion des aides (F/H) (catégorie A) à Besançon (25).

Parc national de France :

1 poste de technicien travaux / service développement durable au Parc national des Cévennes (F/H) (catégorie B/B+) à Florac Trois-Rivières (48).

Groupement d'intêret public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) :

1 poste de chargé de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaire » (F/H) (catégorie A) à Marcy l'Etoile (69).

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de délégué interrégional (F/H) (catégorie A+) à Nantes (44).

- 1 poste de délégué régional adjoint (F/H) (catégorie A/A+) à Moulins-Lès-Metz (57).

Centre international de hautes études agronomiques méditéranéennes (CIHEAM) :

- 1 poste de chargé de mission auprès du Directeur du CIHEAM – Institut Agronomique Méditérranéen de Montpellier (F/H) (catégorie A/A+) à Montpellier (34).

International Watter Management Institut (IWMI) :

- 1 poste de scientifique en gestion de l'eau / sols (F/H) (catégorie A) à Accra au Ghana.

L'adjoint à la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Date : 04/04/2017

Poste à pourvoir	**Coordinateur d'expertise en évaluation des risques liés à la nutrition (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des risques liés à la nutrition (UERN)

Missions / contexte

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

L'unité « Evaluation des risques liées à nutrition » (UERN) est composée de onze scientifiques. Elle assure l'animation, la coordination et le suivi des travaux du Comité d'experts spécialisés (CES) « Nutrition humaine » du groupe de travail pérenne «Nutrivigilance » ainsi que ceux des groupes de travail (GT) thématiques rattachés au CES. Elle assure la communication scientifique des produits de l'expertise et présente l'activité scientifique de l'unité auprès des instances nationales et/ou communautaires.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'agent assure la préparation et le suivi de l'expertise collective et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés à la nutrition, en collaboration avec les autres scientifiques de l'unité.

A ce titre, l'agent contribuera à la coordination des expertises en évaluation des risques nutritionnels, à travers les actions suivantes :

Activités

- Prendre en charge des saisines et auto-saisines ;
- Piloter le traitement de saisines et auto-saisines dans le cadre de l'expertise collective « Nutrition humaine » et des groupes de travail qui y sont rattachés,
- Vérifier la recevabilité scientifique des dossiers,
- Identifier les questions posées au CES, les moyens et les compétences nécessaires pour y répondre,
- Fournir un appui scientifique à l'expertise,
- Organiser les réunions (CES, groupes de travail, autres …),
- Rédiger les comptes rendus de réunions et tout ou partie du produit de l'expertise (avis, rapports),
- Gérer le produit de l'expertise de la validation par les CES jusqu'à la publication,
- Développer une expertise interne : (i) prendre en charge une saisine pouvant ne pas relever de l'expertise collective, en accord avec le président du CES et le chef d'unité concerné ; (ii) élaborer des synthèses bibliographiques, états des connaissances …,
- Contribuer à la préparation des documents susceptibles d'accompagner la publication des produits de l'expertise, à la diffusion de l'information (publications scientifiques, enseignement, formations, rapport d'activité, interviews média tous supports, etc.),
- Assurer la veille scientifique, réglementaire et technique en lien avec les services compétents (SAJ, documentation…),
- Assurer la mise en œuvre et le respect des procédures qualité,
- Encadrer des stagiaires dans son domaine de compétence,
- Participer aux activités européennes et internationales de l'agence dans le champ de la nutrition.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 (diplôme d'ingénieur, master 2…) souhaité dans le domaine de la nutrition, prévention à la santé, biochimie des aliments, physiologie humaine, santé publique… Minimum BAC +3.

Expériences similaires : Une expérience dans des fonctions similaires serait appréciée

Compétences

- Connaissance des grandes problématiques de nutrition et de sa réglementation,
- Aptitude au raisonnement scientifique indispensable,
- Capacité de synthèse et très bonnes aptitudes rédactionnelles,
- Capacité de travail en mode projet,
- Réactivité et disponibilité,
- Facilité de contact, d'intégration et de travail en équipe,
- Maîtrise du recensement des données bibliographiques,
- Maîtrise de l'anglais scientifique, écrit et oral,
- Pratique des logiciels de bureautique,
- Compétences spécifiques en analyse de risques non indispensables mais appréciées,
- Compétences relatives au lien activité physique/santé non indispensables mais appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 avril 2017

Renseignements sur le poste : Irène MARGARITIS, chef d'unité (01 49 77 38 08, irini.margaritis@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-035 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/04/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (12 mois)**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**juin 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Ploufragan-Plouzané, site de Ploufragan, au sein de l'Unité Hygiène et Qualité des Produits Avicoles et Porcins (HQPAP).

Missions / contexte

L'Unité HQPAP compte 30 agents assurant des missions de recherche, de référence, de surveillance et d'expertise. Les travaux de l'unité se font sous assurance qualité et répond aux exigences des normes pour lesquelles elle est accréditée. L'Unité HQPAP assure 4 mandats de référence (LNR *Salmonella* et salmonelloses aviaires, *Campylobacter*, botulisme aviaire) et des missions d'expertise aux niveaux national et international. Les activités de recherches et d'appui scientifique et technique de l'unité HQPAP ont pour finalité la maîtrise des agents zoonotiques bactériens par une approche pluridisciplinaire dans les filières avicole et porcine

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du Directeur de Projet Recherche en Filière porcine, l'agent recruté aura en charge de conduire au sein de l'unité un projet de recherche s'intéressant au devenir des *Clostridium* et de bactéries pathogènes non sporulantes au cours de la digestion anaérobie mésophile des effluents d'élevages.

Activités

A ce titre, il devra :

- Planifier les prélèvements et analyses
- Réaliser les prélèvements (effluents d'élevages / digestats) sur le terrain
- Réaliser la recherche et le dénombrement des bactéries en bactériologie classique
- Caractériser les bactéries par méthodes classiques, PCR et Maldi-TOF
- Analyser les résultats
- Rédiger un rapport d'analyse
- Valoriser les résultats
- Assurer une veille bibliographique

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné niveau 2
- Travail sous assurance de la qualité
- Permis B exigé pour enquête terrain

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+5 en Microbiologie ou similaire souhaité
Bac + 3 minimum

Expériences similaires :

- Expérience dans le domaine de la microbiologie et biologie moléculaire

Compétences

- Bonnes pratiques en bactériologie et biologie moléculaire
- Pratique de l'outil MALDI-TOF et de ses logiciels d'analyses
- Maîtrise de l'outil informatique (word, excel, power-point, …)
- Capacité d'analyses et de synthèse
- Aptitude à s'adapter aux exigences de la qualité
- Rigueur / méthode / autonomie / bon relationnel
- Aptitude à travailler en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 avril 2017

Renseignements sur le poste : Martine DENIS (martine.denis@anses.fr)
Caroline LE MARECHAL (caroline.lemarechal@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-037 à :** recrutement@anses.fr

Date : 05/04/2017

Poste à pourvoir	**Chargé de projet scientifique et technique - Développeur informatique (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des risques (DER) / Unité Observatoire des aliments (UOA).

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'Unité Observatoire des Aliments (UOA), composée de 15 agents, est chargée de maintenir et valoriser des bases de données relatives aux contaminations (Contamine) et aux caractéristiques nutritionnelles des aliments (Ciqual et Oqali), en vue de produire des indicateurs sur la qualité sanitaire et nutritionnelle de l'alimentation et de transmettre des données actualisées pour les évaluations de risque menées à l'Agence.
Tous les ans, les Etats membres ont obligation de transmettre à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (Efsa) leurs données nationales de contamination des aliments. En fonction des domaines (contamination chimiques, zoonoses, …), différents systèmes de collecte de données ont progressivement été mis en place pour assurer la centralisation des données françaises puis leurs transmissions vers l'Efsa. En 2017, l'Efsa lance donc une étude pilote d'un an, intitulée « Data Quality » en partenariat avec 5 Etats membres volontaires afin d'assurer la coordination et l'optimisation des systèmes de collecte au niveau national et d'évaluer la qualité des données transmises. L'unité UOA assurant depuis plusieurs années la centralisation des données nationales sur les contaminants chimiques dans l'alimentation, leur mise en forme et leur transmission vers l'Efsa, cordonnera cette étude pilote « Data Quality », en étroite collaboration avec les autres organismes en charge de la production, de la centralisation et de la transmission de données françaises vers l'Efsa.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité UOA, le chargé de projet (H/F) travaillera en étroite collaboration avec le responsable du projet « Data Quality » et les différentes équipes en charge de la production, centralisation et transmission vers l'Efsa des données sur la contamination des aliments. Il participera aux travaux de cette étude pilote, en contribuant à la coordination des systèmes de collecte au niveau national, à l'évaluation de la qualité des données transmises via la production d'indicateurs et enfin à l'amélioration de certains éléments des systèmes existants. Plus particulièrement, une migration vers de nouveaux référentiels (nomenclatures et formats des données) sera notamment à mettre en œuvre. Des programmes informatiques destinés à améliorer le codage des données et à respecter ces nouveaux référentiels, devront également être développés.

Activités

En collaboration avec les différents partenaires de l'étude, le chargé de projet :

- développera des outils informatiques et programmes permettant d'assurer cette migration et d'améliorer la qualité des données centralisées,
- rédigera les cahiers des charges nécessaires aux migrations des référentiels : des anciens référentiels (SSD1) vers les nouveaux (SSD2),
- contribuera à la réalisation d'un bilan des transmissions de données existantes et des contraintes associées,
- participera activement aux réunions associées au projet « Data Quality », rédigera les rapports intermédiaires et finaux attendus par l'Efsa.

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 Ingénieur agronome option statistique ou Master 2 en mathématiques appliquées ou ingénierie mathématique souhaité. Minimum BAC+3.

Expériences similaires : Une première expérience professionnelle dans la préparation, le traitement et l'analyse de données issues de bases de données ou d'enquêtes est requise.

Compétences

- Connaissances avancées indispensables en :
  - traitement de bases de données ;
  - utilisation des logiciels de statistique : SAS et R (R-Shiny) ;
  - utilisation des logiciels de bureautique : Word, Excel (formules, VBA) ;
- Connaissances appréciées en contamination des aliments;
- Connaissances appréciées en programmation ;
- Esprit d'analyses et de synthèse ;
- Rigueur, conscience professionnelle et efficacité ;
- Capacité à travailler en équipe ;
- Anglais courant : écrit, lu, parlé requis ;
- Qualité rédactionnelle avérée en langue anglaise.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 23 avril 2017

Renseignements sur le poste :

- Françoise GAUCHARD, adjointe à la responsable de l'unité UOA (francoise.gauchard@anses.fr)
- Jean-Cédric RENINGER, responsable du projet CONTAMINE (jean-cedric.reninger@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-038 à :** recrutement@anses.fr

Date : 06/04/2017

Poste à pourvoir	**Technicien de laboratoire – Filières avicole et porcine - (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 3**
Type de contrat	**Contrat à durée déterminée de droit public (12 mois)**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Juillet 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Ploufragan-Plouzané, site de Ploufragan, au sein de l'Unité Hygiène et Qualité des Produits Avicoles et Porcins (HQPAP).

Missions / contexte

L'Unité HQPAP compte 30 agents assurant des missions de recherche, de référence, de surveillance et d'expertise. Les travaux de l'unité se font sous assurance qualité et répondent aux exigences des normes pour lesquelles elle est accréditée. L'Unité HQPAP assure 4 mandats de référence (LNR *Salmonella* spp. et salmonelloses aviaires, *Campylobacter*, botulisme aviaire) et des missions d'expertise aux niveaux national et international. Les activités de recherches et d'appui scientifique et technique de l'unité HQPAP ont pour finalité la maîtrise des agents zoonotiques bactériens par une approche pluridisciplinaire dans les filières avicole et porcine.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous la responsabilité du chef d'unité et en lien avec les scientifiques du projet, l'agent recruté assurera les analyses et essais liés aux activités du projet Algolife visant à étudier l'effet d'extraits d'algue sur la maîtrise des Salmonelles et des Campylobacters par l'alimentation en volaille et en porc.

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Réaliser les recherches bactériologiques à partir de différentes matrices (alimentaires, environnementales, organes,..) issus des essais *in vivo*
- Réaliser le dénombrement des bactéries en bactériologie classique et par PCR
- Réaliser les extractions d'ADN en vue de l'analyse du microbiote
- Réaliser les analyses sérologiques
- Gérer le suivi des échantillons
- Gérer des collections biologiques

Conditions particulières

- Travail en laboratoire confiné niveau 2
- Travail sous assurance de la qualité

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Niveau BAC+2 à +3 en Microbiologie ou similaire souhaité
Bac minimum

Expériences similaires

- Expérience dans le domaine de la microbiologie et de la biologie moléculaire

Compétences

- Maîtrise des pratiques en bactériologie et biologie moléculaire
- Maîtrise de l'outil PCR et des exigences de son utilisation
- Maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, PowerPoint, …)
- Aptitude à travailler en équipe
- Aptitude à s'adapter aux exigences de la qualité
- Rigueur / méthode / autonomie / bon relationnel
- DU à l'expérimentation animale niveau 2 serait un plus

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 avril 2017

Renseignements sur le poste : Muriel GUYARD 02 96 01 62 11 (muriel.guyard@anses.fr)
Anaëlle KEROUANTON 02 96 01 85 31 (annaelle.kerouanton@anses.fr)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv + formulaire de mobilité interne) **en indiquant la référence 2017-039 à** recrutement@anses.fr

Date : 06/04/2017

Poste à pourvoir	**Adjoint du responsable administratif et financier (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Ploufragan (22)**
Prise de fonction	**Aout 2017**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Laboratoire de Ploufragan-Plouzané
Service Administratif Financier Technique et Informatique (SAFTI)

Missions / contexte

Le Service Administratif, Financier, Technique et Informatique (SAFTI) a en charge la gestion des aspects administratif, financier et logistique du laboratoire. Il est composé de 14 agents et comporte quatre secteurs distincts qui regroupent ces activités principales.

- Financier
- Administratif
- Technique
- informatique

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du responsable administratif et financier (RAF), l'adjoint recruté sera responsable du secteur financier du service et devra être en capacité d'assurer la suppléance du RAF pour l'ensemble du suivi financier et administratif d'un projet ainsi que pour la gestion des autres secteurs du service : administratif, technique et informatique

Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Superviser et apporter son soutien dans l'exécution des dépenses
- Contribuer à l'élaboration et le suivi de l'exécution du budget commun, soit environ 3 500 000 €/an (fonctionnement + investissement) hors masse salariale
- Contrôler la régularité budgétaire de l'exécution
- Assurer la validation ordonnateur des différentes étapes du processus de la dépense
- Exploiter les applications budgétaires, outil Qualiac
- Etre garant du respect des procédures et dispositions définies avec les entités du siège
- Participer en lien avec le RAF à la préparation des éléments nécessaires à la construction du budget et être l'interlocuteur privilégié de la Direction financière
- Assurer la suppléance pour la gestion des conventions et le suivi des dépenses d'investissement et des marchés et contrats

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

** Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC +4/5 en gestion administrative et financière
Minimum bac+3

Expériences : expérience apprécié dans un poste similaire, expérience en management appréciée

Compétences

- Connaissance des règles budgétaires, comptables et financières applicables aux établissements publics de l'Etat
- Savoir assurer le respect du budget
- Esprit de synthèse et capacité d'analyse et de reporting
- Sens des responsabilités et de l'écoute
- Maîtrise des outils informatiques (traitement de texte, tableur et messagerie)
- Capacité d'organisation, rigueur et dynamisme
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 26 avril 2017

Renseignements sur le poste : Benoît CHARVET au 02 96 01 62 02

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-040 à** recrutement@anses.fr

Date : 06/04/2017

Poste à pourvoir	**Webmaster- Internet et médias numériques - (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons-Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'information, de la communication et du dialogue avec la Société – Internet et médias numériques

Missions / contexte

L'équipe Internet et médias numériques est chargée de valoriser le contenu scientifique de l'Agence, et veille à la cohérence de la visibilité de l'Agence sur l'internet et les réseaux sociaux. Elle développe et met en œuvre des sites Internet et d'anime la présence de l'Agence sur les médias sociaux. Elle coordonne la politique éditoriale et la mise à jour du site institutionnel et des sites spécialisés de l'Anses. La direction pilote un site institutionnel et une quinzaine de sites thématiques (galaxie des sites). Elle produit deux lettres d'information électroniques mensuelles.

Pour conduire ces missions, l'équipe est composée de 3 agents avec l'appui d'une rédactrice, en lien avec l'unité Relations avec la presse.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité en charge de l'Internet et des médias numériques, vous assurer un rôle de référent. A ce titre, vous êtes en charge des sites internet de l'Anses ainsi que de sa stratégie digitale. Vous participerez aux projets de développement de sites fonctionnels.
Vous participez au développement et vous veuillez au bon positionnement de l'e-réputation de l'agence.
Sur la dimension technique, vous travaillez en étroite collaboration avec la Direction Technique et Informatique. A ce titre, vous disposez d'une réelle capacité à recenser les besoins pour les traduire auprès de la DTI.

Activités

- Proposer et coordonner une stratégie internet et numérique
- Animer le site web institutionnel et être le garant des contenus éditoriaux (textes, images, sons, vidéos) et du pilotage de leurs mises à jour
- Proposer une stratégie de présence sur les médias sociaux
- Proposer/superviser des applications digitales
- Optimiser les fonctionnalités (design du site, charte graphique, ergonomie...)
- Assurer le bon référencement des sites internet (mesures d'audience, statistiques,…).
- Animer le réseau des contributeurs des sites internet et assurer le tutorat dans le cadre de la gestion quotidienne
- Etre l'interlocuteur des entités de l'Agence (en particulier des laboratoires) concernant leur visibilité sur internet
- Veiller au respect des procédures de publication des produits d'expertise et documents communicables de l'Agence

Par ailleurs, vous devrez également, en lien avec la direction technique et informatique :
- Suivre la gestion technique des sites et mini-sites (relation avec les prestataires, conception de sites ou pages web et rédaction de cahier des charges, gestion d'incidents techniques de premier niveau, maintenance des sites).
- Suivre des projets relatifs au site institutionnel (évolution de fonctionnalités, nouvelles applications et /ou modules, évolution de structures,..)
- Suivre les projets de développement de sites fonctionnels (site Ephy,…)

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Bac+3 à 5 dans le domaine de la communication digitale ou double cursus communication/Informatique.

Expériences similaires : 5 à 10 ans d'expérience**,** expérience de travail en réseau, de l'interdisciplinarité et des institutions publiques.

Compétences

- Gestion de projet
- Gestion éditoriale, chaine éditoriale web et médias sociaux
- goût pour le travail en équipe
- Autonomie et rigueur
- Créatif
- Maitriser les techniques rédactionnelles
- Maitriser les outils de gestion de contenu, Photoshop
- Connaissance de l'environnement Drupal serait appréciée
- Connaissance des approches « responsives »
- Connaissance des contraintes techniques de l'environnement web
- Capacité à se mobiliser dans les situations d'urgence,
- Qualités relationnelles, Esprit de synthèse
- Maîtrise de l'anglais (écrit et oral),
- Respect de la confidentialité, rigueur et sens de l'organisation.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 avril 2017

Renseignements sur le poste : Elena Seïte – elena.seite@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-041 à** recrutement@anses.fr

Date : 11/04/2017

Poste à pourvoir	**Adjoint au chef d'unité Coordination Produits phytopharmaceutiques (H/F)**
Catégorie d'emploi	**Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+**
Type de contrat	**Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation**
Localisation	**Maisons Alfort (94)**
Prise de fonction	**Dès que possible**
Rémunération	***selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.***

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.
Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction de l'évaluation des produits réglementés, (DEPR)
Unité Coordination Produits phytopharmaceutiques

Missions / contexte

La DEPR a en charge l'évaluation scientifique, des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence et pilote des études de recherche et développement dédiées à l'amélioration des méthodologies d'évaluation des risques.
Les unités de coordination sont chargées d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elles s'assurent de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.
L'équipe est composée de 22 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'adjoint au chef d'unité assure le pilotage de la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de produits phytopharmaceutiques

Il assure la suppléance du Chef d'unité sur ses missions de management d'équipe et de supervision de l'activité de l'unité.

Activités

- Assurer la finalisation de l'évaluation des dossiers de produits phytopharmaceutiques et la transmettre aux instances nationales et européennes compétentes
- S'assurer de la mise en œuvre des procédures et référentiels qualité, du respect des délais règlementaires
- Participer aux évolutions réglementaires définies au niveau européen et en être le relai pour l'unité et les unités d'évaluation
- Participer à la mission d'interface avec les parties prenantes, les industriels, les unités d'évaluation et les autres entités de l'Agence
- Optimiser les ressources et les processus de l'unité

Conditions particulières Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* *Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, santé, environnement, microbiologie ou évaluation de risques), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur es Sciences

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 7 ans dans le domaine des produits chimiques, pharmaceutiques, phytopharmaceutiques, biocides ou un secteur équivalent.
- Une expérience en management d'équipe serait appréciée

Compétences

- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation, respect des délais.
- Capacité à travailler en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacité à travailler de façon autonome à partir d'instructions portant sur des objectifs précis.
- Bonne connaissance pratique et réglementaire dans le domaine exercé.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).
- Aptitudes au management d'équipe

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 11 mai 2017

Renseignements sur le poste : Eric TRUCHOT (eric.truchot@anses.fr - 01 49 77 21 74)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2017-042 à :** recrutement@anses.fr)

Directrice-Directeur de la Direction de l'Innovation et de la Valorisation (DIVaC)

BAP J : Gestion et Pilotage
Emploi-type : J1B43 - Responsable du partenariat et de la valorisation de la recherche

Type de recrutement:

OU
- Mobilité: ouvert aux fonctionnaires, notamment dans les corps des IPEF, IDAE, IR, DR, Professeurs d'Universités ou équivalent
- Handicap: ouvert aux candidats reconnus travailleurs handicapés, titulaires d'un diplôme de niveau I

Ce poste pourra éventuellement être pourvu par un agent contractuel.

Description du poste

Irstea, institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture a organisé sa stratégie autour de 3 défis scientifiques et sociétaux : la gestion durable des eaux et des territoires, les risques naturels et la qualité environnementale. Bien inséré dans le paysage de la recherche française et européenne, il mène ses recherches en appui aux politiques publiques et en partenariat avec les industriels. Il comprend 1600 personnes sur 9 sites en France, et son siège est à Antony.

La Direction de l'Innovation, de la Valorisation et de de la Contractualisation (DIVaC) est une des directions du Pôle Recherche Innovation (PRI) d'Irstea. Elle comprend une vingtaine d'agents. Elle a pour mission d'élaborer et de piloter la politique de l'institut en matière d'innovation et de partenariats socio-économiques et publics, en valorisant le positionnement et le potentiel de l'institut par la concrétisation de partenariats équilibrés et durables, dynamisant les activités scientifiques et les ressources d'Irstea. Elle regroupe quatre activités principales s'exerçant en appui et en cohérence avec la stratégie de l'institut : les partenariats avec les acteurs socio-économiques, les partenariats avec les acteurs publics, la valorisation et la contractualisation. Ces quatre activités sont regroupées dans quatre pôles : partenariats socio-économiques, appui aux politiques publiques, valorisation et transfert, contractualisation et droit de la propriété intellectuelle.

Le pôle partenariats socio-économiques a pour mission d'élaborer et d'animer la politique de partenariats avec les secteurs sociaux-économiques (grands groupes et PME) relevant de l'activité d'Irstea. Il a spécifiquement en charge l'animation et le suivi des actions contractualisées au titre de l'Institut Carnot couvrant l'ensemble des activités d'Irstea.

Le pôle appui aux politiques publiques a pour mission d'élaborer et de coordonner la mise en œuvre de la politique de l'institut en matière de partenariat avec les acteurs publics et institutionnels (ministères techniques, agences d'objectifs, opérateurs publics, collectivités et services publics, autres acteurs institutionnels…). Il a spécifiquement en charge l'animation et la coordination des activités d'expertise de l'institut.

Le pôle valorisation et transfert a pour mission d'assurer le pilotage et la coordination de la politique de valorisation et de transfert de l'institut, en particulier en matière de maturation des projets de recherche et de développement, de brevets, de licences, de dépôt de savoir-faire, et de l'ensemble des éléments de stratégie relatifs à la propriété industrielle et intellectuelle, dont l'appui à la création d'entreprises (Start Up, Spin Off, …).

Le pôle contractualisation et droit de la propriété intellectuelle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique contractuelle de l'Institut. En particulier, il adapte cette politique à la diversité des partenaires de l'institut en préservant ses intérêts scientifiques et économiques. A ce titre, il définit les règles de contractualisation de l'institut et rédige, instruit et assure le suivi des contrats et conventions signés par le président de l'institut. Le responsable du pôle assure la maitrise d'ouvrage et le pilotage de la base de données des conventions dont il est l'administrateur fonctionnel.

Le directeur de la DIVaC assure la responsabilité du pilotage, de l'animation et du fonctionnement général de la direction, afin qu'elle concoure aux objectifs scientifiques et techniques de l'Institut par une politique de contractualisation et valorisation efficiente, compatible avec les ressources de l'Institut. Le DIVaC est également le directeur de "l'institut Carnot Irstea", couvrant l'ensemble du périmètre et des activités de l'institut, qui doit répondre à des objectifs de progression quantitative et qualitative de l'activité partenariale.

Il assure la coordination entre ses quatre pôles, piloté chacun par un directeur adjoint, pour assurer collectivement ces missions. Le DIVaC est en relation directe avec les Unités de Recherches (UR et UMR) et les scientifiques porteurs de projets d'innovation et de transfert, il les conseille avec l'appui de sa direction sur la meilleure manière de valoriser les résultats de leurs recherches, dans le cadre de la stratégie de l'institut.

Le DIVaC conseille le directeur général délégué en charge du PRI et le président de l'institut sur la politique partenariale, d'innovation et de transfert de l'institut et sur les activités de "l'institut Carnot Irstea". Il est également l'interlocuteur des directions fonctionnelles du PRI, du Pôle Soutient à la Recherche (PSR) et des directions régionales de l'institut, s'agissant de l'ensemble des activités d'innovation, de transfert et de contractualisation de l'institut. A ce titre, le DIVaC est porteur de la stratégie de l'institut qu'il est amené à représenter dans divers instances, comités, séminaires, réseaux, …, nationaux et internationaux.

Profil MH 2017 37 IR DIVAC

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A (Ingénieur de recherche) ou bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L. 5212-13 du Code du travail, vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou d'un doctorat dans l'un des domaines en relation directe avec la recherche, l'innovation et le transfert.

Votre relation avec les scientifiques de l'institut sera facilitée par une expérience personnelle de la pratique de la recherche.

Vous avez à la fois une grande expérience des processus et des procédures d'innovation, de transfert et de contractualisation au sein d'un opérateur public ou privé de recherche, ou d'une entreprise, en relation direct avec la recherche, et une expérience personnelle de la pratique de la recherche, du développement et/ou du transfert au sein d'un opérateur public ou d'une entreprise.

Vous avez également une expérience avérée dans des emplois de direction et de management de services dans les milieux proches de, ou en relation avec la recherche, l'innovation et le transfert.

Vous avez une capacité à élaborer et négocier des projets complexes, à convaincre vos interlocuteurs internes et externes. Vous avez un sens des relations humaines, une aptitude à la négociation et une capacité à construire un réseau relationnel et à l'utiliser comme aide et support à votre action. Vous êtes doté-e d'une rigueur d'organisation, d'encadrement, de programmation, de rapportage et de gestion administrative et financière. Vous avez une aptitude à porter les valeurs de l'Institut et une capacité à développer une vision stratégique, vous avez une capacité d'initiative et d'entraînement.

Vous maitrisez l'anglais (écrit et oral).

Contraintes/ remarques

- conditions et environnement de travail:

Le poste est situé au siège d'Irstea, à Antony où une présence de 2 jours minimum par semaine est impérative. De nombreux déplacements sont à prévoir, en France principalement, mais aussi à l'étranger.

- accessibilité:

Site facilement accessible par les transports en commun (bus, tram). Possibilité de stationnement de voiture sur le site.

Pour en savoir plus

Pierrick GIVONE – directeur général délégué à la recherche et à l'innovation – pierrick.givone@irstea.fr
Jean-Marc BOURNIGAL – président d'Irstea – jean-marc.bournigal@irstea.fr

Pour postuler

Merci d'envoyer un CV + lettre de motivation avant le **5 mai 2017** l'adresse suivante:

http://www.irstea.fr/nous-rejoindre/mobilite-et-recrutement-handicap/candidature

Pour plus d'infos : www.irstea.fr rubrique "Nous rejoindre"

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement

12, rue Henri Rol Tanguy - TSA 10001 - 93555 MONTREUIL-SOUS-BOIS Cedex

Adjoint(e) au Contrôleur budgétaire

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 17114

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td>Cotation parcours professionnel
postes catégorie A : 3</td><td>Groupe RIFSEEP : 1</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant

Date limite de candidature : 12 mai 2017</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'agence de services et de paiement (ASP) est un établissement public administratif sous tutelle du Ministère de l'agriculture de l'agroalimentaire et de la forêt. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Ses savoir-faire sont reconnus dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements.</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>Seconder le contrôleur budgétaire : participer à l'exécution des lois de finances, identifier et prévenir les risques budgétaires et analyser les facteurs explicatifs de la dépense.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td><u>Contrôler les actes budgétaires et suivre leur exécution</u>
Analyser la soutenabilité budgétaire des dépenses de fonctionnement et d'investissement,
Elaborer des notes de synthèse sur les différents actes budgétaires de l'établissement et l'exécution budgétaire.

<u>Suivre les plafonds d'emplois et la masse salariale</u>
Analyser les documents prévisionnels de gestion des emplois et crédits de personnel de l'opérateur,
Mesurer et expliquer les écarts par rapport à l'autorisation des emplois inscrite en LFI,
Participer aux commissions des effectifs.

<u>Assurer le suivi de la consommation des crédits d'intervention</u>
Participer aux réunions de trésorerie des crédits nationaux et communautaires,
Analyser les écarts entre les prévisions de consommation de crédits et les réalisations mensuelles,
Suivre avec le CBCM agriculture la consommation tant en AE qu'en CP des crédits d'intervention agricoles entre le budget de l'Etat et le budget de l'établissement.</td></tr>
</table>

	<u>Assurer le suivi les résultats des procédures de contrôle des crédits communautaires</u> Suivre le déroulement des enquêtes menées par la Commission européenne, Suivre les audits menés les corps de contrôle externes (3COP, CICC). Rendre compte des conséquences financières.	
Champ relationnel du poste	Ensemble des acteurs du siège de l'ASP Relations externes : Ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Ministère chargé du Budget, etc	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Autonomie, curiosité, rigueur et esprit de synthèse, Capacité relationnelle avec les services ordonnateurs, Savoir rendre compte, Esprit d'analyse et sens critique.	Maîtrise des processus budgétaires et comptables, Capacité rédactionnelle, Maitrise du contexte réglementaire relatif au cadre budgétaire et comptable des opérateurs, Connaître les enjeux et les objectifs imposés à l'établissement, Maîtrise des dispositifs d'intervention et des principes de la gestion en mode LOLF, Capacité à analyser et qualifier les écarts, Maîtrise des dispositifs d'aides communautaires, Capacité de coordination dans la recherche et le traitement de l'information.
Personnes à contacter	M. Alain CIROT, Contrôleur budgétaire, tel : 01.73.02.17.48 – courriel : alain.cirot@asp-public.fr M. Olivier LACOMBE, Directeur des ressources humaines, tel. 05 55 12 00 53 – courriel : olivier.lacombe@asp-public.fr Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT
Direction Régionale Nouvelle-Aquitaine – site de POITIERS

Téléport 1 - @5 – avenue du Tour de France – BP 20231 – 86963 FUTUROSCOPE CHASSENEUIL CEDEX

Chef de service adjoint (H/F)

N° du poste : 17061 **Catégorie : A**		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Cotation RIFSEEP :** Groupe 3	
Poste vacant / SREPES **Date limite de candidature : 12 mai 2017**		
Présentation de l'environnement professionnel	L'ASP est un Etablissement public national sous double tutelle ministérielle : Agriculture et Travail. Le service Formation Professionnelle et Emploi du site de Poitiers, composé de 23 agents, gère les dispositifs de formation professionnelle et d'emploi pour les donneurs d'ordre nationaux et régionaux liés à l'emploi et à l'insertion. Le poste est basé à Chasseneuil du Poitou, sur la Technopole du Futuroscope.	
Objectifs du poste	Sous la responsabilité de la cheffe de service, animer et coordonner les activités du service et manager les équipes	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Co-piloter et co-animer le service, en fonction des directives données par la cheffe de service : organisation du travail des équipes, contrôle, régulation Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du service Participer au recrutement et à la formation des nouveaux arrivants (titulaires et CDD) Participer à des groupes de travail, animer des réunions Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes Participer à l'élaboration et au suivi des tableaux de bord de pilotage du service Prendre en charge le suivi administratif et financier des conventions et marchés passés avec les donneurs d'ordre Superviser la gestion des dossiers en procédures collectives	
Champ relationnel du poste	Relations internes (site, ASP) et externes (donneurs d'ordre, prescripteurs, partenaires institutionnels, bénéficiaires…)	
Compétences liées au poste	**Savoirs :**	**Savoir-faire :**
	Connaissance de l'environnement professionnel et ses enjeux Connaissance des réglementations et circulaires relatives aux fonctions exercées Bonne connaissance des logiciels de bureautique et de gestion spécifiques Bonnes connaissances en gestion financière et comptable	Capacité d'organisation et de pilotage Réactivité, anticipation Capacité à gérer une relation externe Communication écrite et orale Capacité à fédérer, à faire preuve de leadership, à manager une équipe Capacité à rendre compte Polyvalence, adaptabilité
Personnes à contacter	- Laurent NICOLAS, Directeur régional délégué Tél : 05 56 01 50 50 - courriel : laurent.nicolas@asp-public.fr - Christine ROUX, Cheffe de service Tél : 05 49 34 56 09 - courriel : christine.roux@asp-public.fr - Nicolas LEBRAUD, DRH - Conseiller carrière et mobilité Tél : 05 55 12 00 64 - courriel : nicolas.lebraud@asp-public.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

ASP Direction régionale GRAND EST
Site de Châlons en Champagne
2 rue du Gantelet – 51037 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Chef du Service Contrôle (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 17115

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
Poste catégorie A : 2</td><td>Groupe RIFSEEP: 3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant
Date limite de candidature : 12 mai 2017</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Rattaché à la Direction régionale Grand Est, Site de Châlons en Champagne, le(la) titulaire est chargé(e) de la responsabilité du Service Contrôle. Il (elle) aura comme supérieur(e) direct(e) la Directrice régionale déléguée chargée des Contrôles sur l'ensemble de la Région Grand Est</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le (la) titulaire dirige le service dédié aux missions de contrôle dans les domaines des aides du 1er et second pilier de la PAC</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Participe à la définition des objectifs et priorités du service
- Assure l'organisation opérationnelle du service
- Encadre les agents du service, procède à leur évaluation et participe à leur formation
- Pilote, supervise l'activité du service et réalise le suivi des résultats du service
- Décline et met en œuvre la conduite des projets de service
- Est l'interlocuteur des DDT, DRAAF, Conseil Régional et directions du siège de l'ASP dans son domaine de compétence</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Partenaires institutionnels (Directions départementales des territoires,DRAAF, Conseil régional…)
- Services Contrôle de l'ASP Grand Est des sites de Nancy et Strasbourg
- Directions du siège de l'ASP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoirs-faire :</td></tr>
<tr><td>- Connaissance de l'environnement et des techniques des différentes filières liées au service et à l'établissement en général
- Connaissance approfondie de la Politique agricole commune et des réglementations françaises
- Connaissance des systèmes d'information géographiques
- Maîtrise des outils bureautiques</td><td>- Maîtrise des techniques managériales
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale
- Savoir rendre compte, déléguer et être disponible
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet
- Anticiper les difficultés et alerter sa hiérarchie</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Olivier RAPHAEL, Directeur régional
Tél : 03 83 17 86 01 - olivier.raphael@asp-public.fr
Mme Martine PROTIN, Directrice régionale déléguée
Tél. : 03 26 64 78 00- martine.protin@asp-public.fr
M. Nicolas LEBRAUD, Conseiller mobilité carrière (DRH/SEEC)
Tél. : 05 55 12 00 64 – nicolas.lebraud@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction régionale GRAND EST
Site de Strasbourg
8 rue Sainte Marguerite, 67081 STRASBOURG Cedex

Chef du Service Formation Professionnelle et Emploi (H/F)

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 17107
Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel
Poste catégorie A : 2</td><td>Groupe RIFSEEP: 3</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant
Date limite de candidature : 12 mai 2017</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">Rattaché à la Direction régionale Grand Est, Site de Strasbourg, le(la) titulaire est chargé(e) de la responsabilité du Service Formation Professionnelle et Emploi. Il (elle) aura comme supérieur direct le Directeur régional délégué chargé de la Formation Professionnelle et Emploi sur l'ensemble de la Région Grand Est</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le (la) titulaire dirige le service dédié à la gestion des dossiers d'aides de la formation professionnelle et de l'emploi relatifs à des mesures nationales et locales</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- Participe à la définition des objectifs et priorités du service
- Assure l'organisation opérationnelle du service
- Encadre les agents du service, procède à leur évaluation et participe à leur formation
- Pilote, supervise l'activité du service et réalise le suivi des résultats du service
- Décline et met en œuvre la conduite des projets de service
- Respecte les engagements contractuels de l'ASP vis-à-vis des donneurs d'ordre
- Est l'interlocuteur des partenaires, des donneurs d'ordre et directions du siège de l'ASP dans son domaine de compétence</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">- Partenaires institutionnels (services déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales, Pôle Emploi, missions locales…)
- Directions du siège de l'ASP</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs-faire :</td><td>Savoirs :</td></tr>
<tr><td>- Maîtrise des techniques managériales
- Maîtrise des techniques de communication écrite et orale
- Savoir rendre compte, déléguer et être disponible
- Capacité à animer et fédérer les équipes autour de la mise en place d'un projet
- Anticiper les difficultés et alerter la Directrice régionale déléguée</td><td>- Connaissance de l'environnement et des techniques des différentes filières liées au service et à l'établissement en général
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dispositifs d'aides mis en œuvre
- Maîtrise des différentes chaînes de traitement des dossiers et logiciels spécifiques
- Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés ou de l'activité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">M. Olivier RAPHAEL, Directeur régional
Tél : 03 83 17 86 01 - olivier.raphael@asp-public.fr
M. Bouchaïb SNOUBRA, Directeur régional délégué
Tél. : 03 88 75 23 90- bouchaib.snoubra@asp-public.fr
M. Nicolas LEBRAUD, Conseiller mobilité carrière (DRH/SEEC)
Tél. : 05 55 12 00 64 – nicolas.lebraud@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Auvergne Rhône-Alpes
Site de Lyon
45 quai Charles de Gaulle 69064 Lyon cedex 06

Chef(fe) du service Formation Professionnelle Emploi et autres activités

N° du poste ASP : 17043 **Catégorie : A**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP : 2**
Poste vacant **Date limite de candidature : 12 mai 2017**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Agence de services et de paiement est un organisme payeur et un opérateur public contribuant à la mise en œuvre de politiques publiques européennes nationales et locales. La Direction Régionale est composée de deux sites basés à Lyon et Clermont Ferrand regroupant environ 200 agents répartis en 6 services.
Objectifs du poste	Placé sous l'autorité du Directeur régional délégué Formation Professionnelle Emploi en AUVERGNE-RHONE-ALPES, le titulaire assure le pilotage du service et encadre une équipe composée de 60 agents sur le site de Lyon. Le service gère l'ensemble des dispositifs emploi, formation professionnelle et autres interventions non agricoles de l'Agence, soit environ 240 000.dossiers dont 17 000.de rémunération des stagiaires pour le compte de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Le service gère également une cellule d'assistance téléphonique SYLAé et un pôle de réponse téléphonique aux employeurs. Le responsable de ce service participe au pilotage de la DR au sein de l'équipe de direction et appuie le directeur régional délégué lors des réunions avec les partenaires de la DR.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Mettre en œuvre et assurer le suivi des dispositifs dont il a la responsabilité, rendre compte au Directeur régional délégué et proposer les améliorations envisageables. Encadrer les agents du service et participer au fonctionnement général de la DR et à la définition de la stratégie locale. Piloter et manager l'équipe (recrutement, animation, entretiens professionnels...). Assurer la planification de l'activité, son organisation opérationnelle et l'affectation des agents. Alimenter et analyser les tableaux de bord de l'activité et les résultats du service. Respecter les engagements contractuels. Assurer, en lien avec le Directeur Régional Délégué, le relationnel avec les partenaires internes et externes et la veille « commerciale » sur les activités contractuelles. Suivre les opérations d'instruction et de liquidation des dépenses, appliquer les directives qualité/sécurité et du contrôle interne dans le service. Collaborer à des groupes de travail internes et externes et animer des réunions

<table>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">En interne DR, avec les différents acteurs de son équipe, les responsables de la DR dont le Directeur régional délégué et le Directeur régional, son homologue sur Clermont Ferrand et le chef du service général et informatique.

Avec le Siège de l'ASP, la Direction métier en charge des mesures dont il a la responsabilité, la Direction Financière et la Direction de l'Organisation et de la Performance.

En externe, le chef de service est en relation avec la DIRECCTE et ses Unités Territoriales, la DR de Pôle-Emploi, les Missions locales, la Région, les Conseils départementaux.</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :

Connaissance de l'environnement de l'ASP et de son fonctionnement.

Très bonne connaissance du domaine de la formation professionnelle et de l'emploi

Maîtrise des procédures, de la réglementation et des outils liés aux différents dispositifs du service

Maitrise des logiciels bureautiques et en particulier d'Excel</td><td>Savoir-faire :

Compétences managériales affirmées.
Capacités au dialogue, à la négociation et à la communication.
Sens de l'initiative et de l'autonomie.
Esprit de synthèse
Savoir rendre compte, déléguer
Anticiper les difficultés et alerter la Direction
Maitrise des techniques de communication écrite et orale</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Philippe MARIÉ, Directeur Régional Auvergne-Rhône-Alpes, philippe.marie@asp-public.fr Tél :04 72 82 21 01

Fabrice GUICHON, Directeur Régional Délégué en charge du domaine Formation Professionnelle Emploi, fabrice.guichon@asp-public.fr, tél: 04 72 82 21 08

Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière
tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.

Agence de Services et de Paiement
Direction Régionale Bourgogne Franche-Comté – site de Besançon
70 rue de Trépillot – 25044 BESANCON Cedex

Chef(fe) du service de gestion des aides

<table>
<tr><td colspan="3">N° du poste : 17104

Catégorie : A</td></tr>
<tr><td colspan="2">Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</td><td>Groupe RIFSEEP : 2</td></tr>
<tr><td colspan="3">Poste vacant

Date limite de candidature : 12 mai 2017</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td colspan="2">L'ASP est implantée sur l'ensemble du territoire, les directions régionales sont en relation permanente avec les directions du siège (Limoges et Montreuil).
La Direction régionale Bourgogne Franche Comté est constituée de deux sites, le poste proposé, placé sous la responsabilité directe du directeur régional, est situé à Besançon.
Le service de gestion des aides (SGA) est composé de trois secteurs et regroupe une quinzaine de personne actuellement, il assure la gestion de l'ensemble des dispositifs Agri-ruraux, Formation professionnelle, Aides à l'Emploi et autres aides relevant de l'ASP.
Les principaux partenaires sont les services de l'Etat en région (Agriculture, et Emploi) et la Région (Agriculture et formation).</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Le/la chef(fe) de service assure l'organisation des secteurs, la planification et le suivi opérationnel de l'ensemble des activités, en lien avec les responsables de secteurs et l'encadrement du SGA du site de Dijon.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">- assure l'organisation du service et des secteurs d'activité,
- assure le pilotage de l'activité,
- s'assure auprès des chargés d'action de la bonne application des procédures,
- rend compte de son activité au moyen de bilans, d'analyses et de notes de synthèse,
- élabore les conventions passées avec les donneurs d'ordre et partenaires locaux
- contribue au suivi budgétaire et évalue les besoins nécessaires lors de la définition du budget et des décisions modificatives,
- participe au recrutement de personnels
- réalise les entretiens professionnels et participe au suivi des carrières</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations internes : est l'interlocuteur privilégié de services centraux du siège et des délégations régionales pour les domaines le concernant.
Relations externes : assure les relations avec certains services du Conseil régional (volet technique) et représente l'ASP dans les réunions externes pour les domaines le concernant.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs :</td><td>Savoir-faire :</td></tr>
<tr><td>Connaissance :
- des règlementations relatives aux fonctions exercées
- des techniques et outils mis en œuvre,
- de l'environnement administratif et</td><td>Rigueur, méthode et organisation
Forte aptitude au management
Aptitude à rendre compte</td></tr>
</table>

	professionnel, Maîtrise : - des techniques de communication orale et écrite, - des techniques de management - des outils de reporting, des tableaux de bord	Aptitude à la négociation Capacités rédactionnelles Aisance relationnelle
Personnes à contacter	M Guerric LALIRE - Directeur régional – tél. : 03.80.72.61.73 – guerric.lalire@asp-public.fr M Patrick GOURY – Directeur régional délégué, responsable du site de Besançon Tél 03.81.54.38.03 patrick.goury@asp-public.fr Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC, Conseillère mobilité carrière tel : 05.55.12.00.87 - courriel : mobilite@asp-public.fr	

Parc national des Cévennes

Appel à candidature
Technicien(ne) Travaux / Service Développement durable

Poste de catégorie B / B+

Poste ouvert à pourvoir dès que possible.

- **priorité aux fonctionnaires**, agents titulaires de catégorie B ou B+ de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale par voie de détachement ou de mutation.

Le Parc national des Cévennes

Le Parc national des Cévennes couvre près de 2 700 km² avec un cœur protégé habité avoisinant les 950 km². Il est réparti sur 127 communes en Lozère, dans le Gard et aux confins de l'Ardèche, dont 110 sont des communes adhérentes à la charte du Parc. La diversité géologique, les contrastes climatiques et l'escarpement topographique ont fait de ce balcon du sud-est du Massif Central au-dessus de la Méditerranée un carrefour et un refuge pour toutes les formes de vie, du sauvage à l'humain, en étroite osmose.

La force de l'identité culturelle, la grandeur des paysages culturels, et la diversité des formes de vie, héritées de 5 000 ans d'agropastoralisme, lui ont valu successivement un classement en Parc national protégeant l'héritage, en Réserve de biosphère combinant conservation et développement, et récemment en Bien du Patrimoine Mondial pour faire perdurer ses paysages agropastoraux évolutifs et vivants.

L'établissement public a élaboré avec les partenaires locaux et nationaux, au premier rang desquels les communes, une charte, approuvée par décret du 8 novembre 2013, qui va faire vivre ce triple classement dans un projet de territoire à 15 ans.

L'établissement public compte 78,5 postes (en équivalent temps plein) au 1er janvier 2016.

Il possède en propre un patrimoine d'environ 15 000 m^2 de plancher bâti et près de 5 000 ha de terrain non bâti.

Le Parc national abrite une population de plus de 63 500 habitants. Leur répartition est contrastée : zones rurales à faible densité d'une part, secteurs sous influence urbaine d'autre part. Implanté dans une région peu peuplée et soumise pendant plus d'un siècle à un exode intense, le Parc connaît désormais une dynamique migratoire positive, amorcée dans les années 90.

Le cœur abrite environ 700 habitants permanents, population qui triple en période estivale sur 55 communes. Il compte 250 lieux-dits habités, 50 pouvant potentiellement être restaurés et plus d'un millier de bâtiments traditionnels d'origine agricole, certains en usage, la plupart abandonnés. Ce patrimoine exceptionnel, typique d'une longue tradition agricole du sud Lozère et des Cévennes gardoises, a été principalement façonné à partir de trois roches : le granite, le schiste et le calcaire.

Le patrimoine architectural du Parc national est protégé par une réglementation unique en France : d'une part le décret du Parc national qui fixe, notamment, le régime d'autorisation de restauration, de construction et de travaux dans le cœur du parc ; d'autre part des modalités de préconisations architecturales et paysagères. Ces « règles d'esthétiques ou art de bâtir dans le cœur » explicitent les volumes et les formes à préserver ou imiter, les matériaux à utiliser, la manière d'implanter les ouvrages linéaires ou ponctuels tels que les routes et les chemins agricoles ou forestiers, les antennes téléphoniques, etc.

L'objectif de cette réglementation est double : faire en sorte que les bâtiments restaurés conservent leur aspect originel et que les ouvrages divers préservent le caractère du paysage. L'un des enjeux des années à venir est de poursuivre la préservation de ce bâti remarquable tout en l'adaptant à deux exigences de la vie moderne : le confort et l'économie d'énergie.

Positionnement du poste au sein de l'établissement

Outre la direction et le secrétariat général, l'établissement public est organisé autour de trois services : Connaissance et Veille du territoire / Développement durable / Accueil et sensibilisation.

Il est présent à Florac (siège) et sur 4 massifs : Aigoual / Causses-Gorges / Mont-Lozère / Vallées cévenoles.

Le poste de technicien(ne) Travaux est à pourvoir au sein du pôle Architecture-Urbanisme-Paysage du service Développement durable.

Le poste est basé au siège de l'établissement, à **Florac Trois-Rivières**.

Le **service Développement durable** comprend trois pôles : Forêt / Agri-environnement / Architecture-Urbanisme-Paysage et rassemble 18 personnes dont 8 affectés à des massifs.

Il est chargé notamment de :

- la politique en matière d'eau,
- la politique en matière de chasse, de pêche et de cueillette,
- la politique agri-environnementale, notamment l'agropastoralisme (Pôle Agri-environnement),
- la politique forestière du parc (Pôle Forêt),
- la politique architecturale du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique en matière d'urbanisme (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- la politique de préservation des paysages (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc (Pôle Architecture-Urbanisme-Paysage),
- l'instruction et le suivi des demandes d'autorisation dans tous ces domaines.

Le **pôle Architecture-Urbanisme-Paysage** est chargé de la définition, de la mise en œuvre de la politique architecturale et urbaine, et de la préservation des paysages. Il gère également les travaux relatifs au patrimoine immobilier du parc.

Piloté par la chef de service, il rassemble trois architectes, un chargé de mission Urbanisme et Paysage, un technicien Patrimoine immobilier.

Dans son domaine, il est notamment chargé de l'application de la réglementation en cœur de parc.

Missions

Placé sous l'autorité hiérarchique de la chef de service, le technicien Travaux travaille sur l'ensemble des 4 massifs du Parc national.

Il est chargé sur chaque massif, sous le contrôle de la chef de service :

- de l'instruction administrative des demandes de travaux (routes et chemins, adductions d'eau potable, réseaux secs de téléphonies et d'électricité…) dans le cœur du Parc national : surveillance des délais, rédaction des synthèses des avis des services pour les référents du conseil scientifique du PNC, conseils et suivis techniques avec les pétitionnaires…,
- de la rédaction des arrêtés et avis conformes à la signature de la directrice de l'établissement,
- d'assurer le suivi des travaux et éventuellement les démarches de police administrative.

A compter de mai 2018 (départ en retraite du technicien Patrimoine immobilier), il prendra en charge tout ou partie de la gestion du patrimoine immobilier de l'établissement en lien avec la régie technique :

- la gestion courante des propriétés de l'établissement sur les massifs,
- en tant que de besoin et selon compétences, un appui aux chargés de mission Architecture et Travaux pour le suivi des programmes immobiliers de l'établissement.

Pour mener à bien ses missions :

- il participe aux réunions du pôle Architecture-Urbanisme-Paysage,
- il participe en tant que de besoin aux réunions du service Développement durable et aux réunions de massif,
- il travaille en étroite collaboration avec les autres agents des massifs et veille à la bonne circulation des informations,
- il travaille en étroite collaboration avec les autres services et notamment le secrétariat général pour la gestion de l'immobilier.

Poste avec une forte composante de terrain, d'autonomie, de conception spatiale et technique, de suivi de chantier. De nombreux déplacements sont à prévoir.

Compétences recherchées

- Expertise en travaux publics et en bâtiment et bonnes connaissances du dessin, et de la construction en général (métré, étude de prix…),
- Pratique des logiciels de bureautique et de SIG,
- Notions sur le droit de l'urbanisme et de l'administration du droit des sols,
- Bonne connaissance du monde rural,
- Sensibilité à l'environnement et à la protection de la nature,
- Goût du contact, aisance relationnelle et de la négociation,
- Bonnes capacités rédactionnelles et aptitude au travail en équipe,
- Grande rigueur dans l'organisation et esprit d'initiative et de créativité.

Statut, diplômes, expérience et niveau de formation souhaité

- Expérience professionnelle de 6 ans minimum,
- Expérience de conduite et de coordination (OPC) de chantier dans les domaines des travaux publics et du bâtiment,
- Priorité aux titulaires de catégorie B de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale, par voie de détachement ou de mutation,
- Permis de conduire B,
- Diplôme type géomètre, économiste du bâtiment, BTS travaux

Modalités de dépôt des candidatures

Les candidats adresseront une lettre de motivation, un curriculum vitae, un dossier technique personnel (« book »), ainsi qu'un arrêté de situation administrative, **avant le 5 mai 2017 au soir.**

- **par courriel avec accusé de réception à : carine.thomas@cevennes-parcnational.fr**
- ou, le cas échéant, par courrier à l'attention de Mme la Directrice,
  Parc national des Cévennes, 6 bis place du Palais 48400 FLORAC TROIS RIVIERES

Une première sélection des candidats se fera sur dossier.

La direction convoquera les candidats sélectionnés pour les auditionner **le vendredi 12 mai 2017**.

Toute personne ayant fait acte de candidature sera informée par courriel des suites données à cet appel à candidature.

Pour toute information complémentaire s'adresser à :

Mme Marie-Hélène GRAVIER, chef de service Développement durable,
04 66 49 53 69 – marie-helene.gravier@cevennes-parcnational.fr
ou
Mme Céline BILLAULT, secrétaire générale,
04 66 49 53 28 - celine.billault@cevennes-parcnational.fr

Groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International »

1, avenue Bourgelat, 69 280 MARCY L'ETOILE

Chargé de mission « Projets de coopération en santé publique et gouvernance sanitaire vétérinaires »

N° du poste : ..... (mise à disposition) Catégorie A Susceptible d'être vacant

Cotation 2

Début de mission estimée : septembre 2017

Affectation géographique : Marcy l'Etoile (69, Lyon métropole)

Profil statutaire : CADRE A du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (MAAF) = ISPV, IPEF, IAE, ...

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Le groupement d'intérêt public « France Vétérinaire International » (GIP FVI) est consacré à la promotion, la coordination et la mobilisation de l'offre française d'expertise et de formation vétérinaires à l'international. Les 17 institutions membres qui participent au GIP FVI couvrent la palette de compétences vétérinaires. Ses actions couvrent les domaines de l'ingénierie de l'expertise, de l'ingénierie de formation et de l'offre de formation aux thématiques vétérinaires à l'international. Elles s'organisent selon deux grands volets : les projets de coopération avec des pays partenaires de la France pour le renforcement de compétences dans le domaine de la santé publique et la gouvernance sanitaire vétérinaires d'une part, les actions de formation en présentiel et à distance ainsi que l'appui à la mise en place de dispositifs de formation dans les pays partenaires, d'autre part. Ces actions sont mises en œuvre principalement en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Sub-Saharienne, au Moyen-Orient, en Asie. Le siège est à Marcy l'Etoile (69 280), avec 2 antennes (Paris, Montpellier).L'équipe du GIP FVI est constituée de 8 ETP (5,3 ETP cadres et 3 ETP assistants de gestion) dont une partie (6) est mise à disposition du GIP par le MAAF. Dans le cadre des projets de coopération pour le renforcement de compétences, l'équipe du GIP mobilise environ 250 experts court-terme (1 à 2 semaines) pour environ 300 missions annuelles, ainsi que quelques permanents résidents ou non dans les pays d'exécution des projets (chefs de projets, conseillers résidents, assistants) et organise l'accueil de délégations étrangères. Le portefeuille annuel d'une quarantaine de projets gérés par l'équipe de FVI et dont le financement est d'ampleur très variable (de 10 k€ à 1M€/an) et exclusivement consacré à la mobilisation de l'expertise (pas d'investissement) représente en moyenne 2 millions d'euros par an. Un accord de partenariat spécifique entre FVI et l'un de ses membres, le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad), concerne le fonctionnement d'une équipe mixte Cirad-FVI de formation en élevage et médecine vétérinaires en régions chaudes, à Montpellier, constituée de 7 personnels Cirad et conduite par un cadre de FVI (fonctionnement de l'équipe pris en charge par le Cirad).
OBJECTIFS DU POSTE	Le titulaire du poste est, sous l'autorité du directeur de FVI et dans le champ de compétence qui lui est confié, chargé de l'identification d'opportunités de projets, de l'élaboration des offres et de leur présentation, ainsi que, lorsque l'offre est remportée, du suivi de la mise en œuvre des projets de coopération dans lesquels sont mobilisés des experts issus des différents membres de FVI. Son champ de compétence peut-être géographique (une région du monde comme, par exemple, méditerranée et moyen orient), méthodologique (un type de projet, comme par exemple les jumelages entre services vétérinaires), thématique (les dispositifs de formation), ou encore une combinaison des trois.
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	La responsabilité du titulaire concerne : - la veille internationale et l'identification d'opportunités de projets correspondants au savoir-faire, à l'objet social de FVI, et à la stratégie des membres de FVI et notamment celle du MAAF ; - la sélection d'experts volontaires et le montage d'une offre, généralement dans le cadre d'un consortium avec d'autres opérateurs (bureaux d'études ou institutions partenaires) français ou étrangers, dont il lui revient d'identifier la composition ; la présentation de l'offre au bailleur de fonds et, en cas de succès :

	- la préparation du contrat d'exécution du projet dans tous ses aspects : techniques, administratifs, comptables et financiers ; - le pilotage de la mise en œuvre du projet, en relation étroite avec l'institution du pays bénéficiaire, les partenaires du consortium, les personnels permanents (chef de projet, conseillers résidents de jumelage, assistants) et les experts mobilisés chez les membres de FVI et, le cas échéant chez les membres du consortium lorsque FVI est en position de leader du consortium ; la participation aux comités de pilotage du projet ; - le suivi administratif, contractuel, comptable et financier du projet, avec l'aide d'un assistant de gestion de l'équipe de FVI, la supervision des comptes rendus techniques et financiers du projet ; il est également chargé d'organiser l'audit externe (comptable ou/et technique) de projets par les cabinets mandatés par le bailleur de fonds. Son portefeuille de projets représente une dizaine d'opérations. La qualité du pilotage de projets repose sur : - une compréhension des contraintes financières, budgétaires et de comptabilité publique, qui peut s'acquérir rapidement au contact des autres agents de FVI ; - une attention portée aux enjeux techniques, politiques et financiers et à la responsabilité endossée par FVI dans la signature d'un contrat d'exécution avec un bailleur de fonds ; - une relation « managériale » avec une centaine d'experts qui constitue un point particulièrement important, pour apprécier avec eux leurs compétences mobilisables dans le cadre international, leur adaptation à un contexte culturel différent du contexte professionnel habituel, les modalités pratiques de réalisation de la mission pour l'obtention du résultat attendu, les conditions de rémunération, etc. Il travaille en lien étroit avec les autres agents de l'équipe FVI et participe aux activités transversales de l'équipe : - définition de stratégie, de la communication et des actions de « lobbying » ; - maintien des relations institutionnelles, contractuelles et opérationnelles avec les membres du GIP FVI, les services compétents des pays bénéficiaires de projets, les opérateurs partenaires, le réseau d'experts, etc. ; - rapports d'activité techniques et financiers pour les réunions du conseil d'administration et de l'assemblée générale du GIP FVI ; etc. Déplacements à l'étranger ainsi qu'à Paris ou Lyon et Montpellier.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Membres du GIP FVI : Etat (CGAAER, DGPE, DGAL et DGER du MAAF ; DGM du MAEDI), autres membres publics (ADILVA ; ANSES ; CIRAD ; ENVA ; VetAgro Sup ; Oniris ; ENVT ; INFOMA), membres privés (CVPFI ; AVSF ; SIMV ; Institut de l'Elevage) et leurs experts ; partenaires nationaux et internationaux institutionnels (FAO, Com. Européenne, Pays tiers, ...) ou privés (bureaux d'études, cocontractants de consortium, ...).
COMPETENCES LIEES AU POSTE	***SAVOIRS*** / ***SAVOIR-FAIRE***
	- maîtrise de l'anglais nécessaire ; - pratique de l'espagnol bienvenue ; - capacité rédactionnelle et réactivité pour les réponses aux appels d'offres ; - souhaité : connaissance des techniques de formation des adultes et de formation à distance. - aptitude prononcée pour le travail en équipe et la communication ; aptitude affirmée pour les relations avec membres et partenaires de FVI ; - capacité d'innovation et autonomie ; maîtrise des outils informatiques courants ; - expérience de la négociation avec des partenaires internationaux ; - souhaité : expérience de coopération internationale
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV actualisé et d'une lettre de motivation à contact@fvi-atf.org avant le 15 mai 2017
CONTACTS	**Olivier FAUGERE**, Directeur du GIP-FVI, 1 av. Bourgelat, 69 280 Marcy l'Etoile. Tél : 04.78.25.45 – courriel : olivier.faugere@fvi-atf.org **Marie Frédérique PARANT**, Directrice adjointe du GIP-FVI, 251 rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. 01.49.55.60.94 – Courriel : marie-frederique.parant@fvi-atf.org
Pour en savoir plus	http://www.france-vet-international.org http://formation-elevage-suds.cirad.fr

ONCFS
Avis n° 17-17-DIR BPL **06/04/2017**

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI A POURVOIR AU 1er Septembre 2017
A pourvoir en interne ou en position normale d'activité

Catégorie :	Catégorie A+
Fonction :	Délégué interrégional (F/H)
Affectation :	Délégation interrégionale Bretagne – Pays de Loire
Résidence administrative :	Nantes (44) – Non logé

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'ONCFS est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales et interrégionales).

La Délégation interrégionale Bretagne - Pays de Loire (environ 125 agents) est composée :
- d'un Délégué interrégional et de son Adjoint qui exercent une autorité hiérarchique sur l'ensemble des personnels de la Délégation,
- d'une Cellule administrative,
- d'une Cellule technique, chargée des actions d'expertise, d'appui technique, d'études et de développement, de gestion d'espaces protégés,
- de 9 Services départementaux (SD).

Elle anime et coordonne les activités des Services départementaux, en déclinant le Contrat d'Objectifs de l'ONCFS et en mettant en œuvre les différentes instructions internes ; elle apporte son appui à ces mêmes services et assure l'interface avec les Directions de l'Etablissement. Elle représente ce dernier auprès des partenaires régionaux et départementaux.

La Délégation interrégionale Bretagne - Pays de Loire est caractérisée par quelques particularités fortes :

- **l'étendue des façades maritimes** (6 départements sur les 9 que compte la Délégation) et les problématiques associées.
- **une activité chasse importante et variée**, parfois liée à des espèces emblématiques.
- **la présence d'espèces envahissantes ou à problème** sur lesquelles une implication historique est à souligner (Ibis sacré, Erismature) et des espèces « sous surveillance » (bernache du Canada, ouette d'Egypte, macreuse).
- **un braconnage toujours présent**.
- **la présence de points d'entrée potentiels d'animaux d'espèces soumises à trafic** (aéroports et ports), et une densité relativement forte d'établissements et de détenteurs d'espèces réglementées.
- **la prégnance de l'enjeu « eau »** notamment en lien avec le contentieux lourd sur la question des nitrates, et la déclinaison de la directive cadre sur l'eau.
- **un important maillage de sites protégés**, (sites classés, sites inscrits, APB, PNR, ENS, etc…) soumis à de fortes pressions (urbanisme, déchets, publicité, feux). Les espaces côtiers, les îles sont tout particulièrement concernés par cette question du fait de la pression foncière et du tourisme.
- **un nombre conséquent de sites Natura 2000**.
- **des territoires emblématiques sous statuts de réserves (RNN, RNCFS, RCFS)**, gérés par la Délégation, s'inscrivant la plupart du temps dans des contextes complexes (multiplication des acteurs, partenariats particuliers, enjeux importants, fortes attentes à l'égard de l'Etablissement).
- **une implication dans le fonctionnement des réseaux nationaux** à compétence partagée (ONCFS et FNC) et les activités d'études et de recherche propres à l'Etablissement.

- **l'émergence de quelques projets de développement** liés en particulier à la déclinaison locale du programme national Agrifaune et Sylvafaune.
- **la contribution au réseau de suivi des mammifères de Loire**,
- **la mise en œuvre de chantiers d'infrastructures importantes** qui impliquent la définition et la mise en œuvre de mesures compensatoires.

Description de l'emploi

Sous l'autorité du Directeur Général, le Délégué représente l'Etablissement dans l'inter région.
Il exerce l'autorité hiérarchique sur l'ensemble des agents de la Délégation et des Services départementaux, pilote et coordonne localement la mise en œuvre des orientations nationales.
Il travaille en étroite collaboration avec les Directions nationales.

➢ **Management et pilotage de la délégation**

- Piloter au niveau de l'inter région la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des orientations stratégiques :
  - Etablir un cadrage de l'activité annuelle résultant de la déclinaison des orientations nationales (contrat d'objectifs) et de la prise en compte d'enjeux et d'acteurs locaux,
  - Analyser l'activité en fonction des objectifs fixés et évaluer les résultats et la performance,
  - Exercer les pouvoirs de contrôle et rendre compte.
- Encadrer les agents placés sous son autorité (services départementaux, cellule technique et cellule administrative) :
  - Fixer les objectifs dans le cadre de la programmation de l'activité, déclinaison à l'échelon régional du contrat d'objectifs, évaluer,
  - Assurer la gestion de proximité et le dialogue social auprès des personnels de la Délégation,
  - Piloter, coordonner et contrôler le fonctionnement des services et l'application des instructions et directives,
  - Donner du sens aux activités de ses collaborateurs et les inciter à développer des compétences individuelles et collectives du service.
- Assurer la coordination régionale des missions en matière de police dans toutes ses composantes (chasse, biodiversité, sites, eau…), de recherche et de développement dans le respect des orientations nationales et en lien avec les Directions concernées et de gestion d'espaces protégés :
  - Dans le cadre des plans de contrôles approuvés par les préfets et en partenariat avec d'autres établissements ou services, coordonner la mutualisation, et l'optimisation des moyens en cohérence avec les directives nationales,
  - En matière de police, implication personnelle dans les dossiers les plus sensibles,
  - Encadrer la Cellule technique et les missions relatives à l'expertise scientifique, à la recherche et à l'appui technique en matière de faune sauvage et de ses habitats en lien avec la Direction de la recherche et de l'expertise.
  - Inscrire la gestion d'espaces protégés par l'ONCFS dans une logique de recueil et valorisation de connaissances sur la faune et ses habitats utiles, de valorisation de savoir-faire et de partenariats de qualité (universités, organismes de recherche, parc naturels, collectivités, associations…).
- Evaluer les besoins, mettre en œuvre et assurer le suivi des moyens et ressources budgétaires disponibles et, le cas échéant, les financements complémentaires à ceux de l'Etablissement pour atteindre les objectifs fixés.
- Veiller à rationnaliser ces moyens et mettre en œuvre une gestion optimisée.
- Arbitrer et opérer des choix dans le respect des orientations fixées, tant sur le plan fonctionnel qu'organisationnel.
- Piloter les projets de changement dans leurs différentes dimensions.
- Décider et arbitrer face à des situations complexes ou à des événements imprévus.
- Assurer l'interface entre les Services territoriaux et les Directions.
- Représenter l'Etablissement auprès des autorités préfectorales, judiciaires, des services déconcentrés de l'Etat, des collectivités et des autres partenaires (Fédérations départementales des chasseurs en particulier).

➢ **Expertise, partenariat et communication**

- Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de l'Administration et des autres partenaires de l'ONCFS, notamment dans le cadre de conventions.
- S'inscrire dans un fonctionnement concerté et de partenariat privilégié avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif.
- Participer à l'acquisition, la valorisation et la diffusion de connaissances sous diverses formes.
- Piloter la stratégie de communication en cohérence avec les orientations nationales et les moyens dédiés ; représenter le Directeur général pour présenter et expliquer les politiques publiques et l'action de l'ONCFS dans le cadre de ces dernières.

Conditions particulières d'exercice

Dispose d'une délégation de pouvoir délivrée par le Directeur général.
Participe à de nombreuses réunions et réalise de nombreux déplacements.

Profil attendu

Connaissances	Management public et gestion des ressources humaines. Maîtrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales, bonne connaissance du maillage institutionnel et des partenaires, ainsi que du contexte politique et institutionnel national et européen. Droit de l'environnement, droit pénal et procédure pénale, prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Cadre légal, réglementaire et déontologique encadrant les prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Connaissances en matière d'environnement et de faune sauvage : écologie des milieux, gestion des habitats et des espèces concernées par le poste. Réglementation dans les domaines de l'eau. Connaissance en écologie des milieux, notamment les milieux aquatiques et humides, les zones de bocage, les mammifères autochtones inféodés aux zones humides et les espèces exotiques envahissantes. Connaissances en gestion des espaces protégés. Connaissance des outils, méthodes et acteurs de la conservation et de la gestion de la nature. Réglementation nautique et modalités d'intervention en matière de police dans ce cadre. Connaissances des médias et des techniques de communication. Techniques et procédures budgétaires et comptables au sein d'un Etablissement public administratif.
Savoir faire	Expérience confirmée en matière d'encadrement de personnel. Diriger et fédérer les équipes autour d'un sens partagé de l'action, des objectifs, des valeurs, d'une éthique. Déléguer et mettre en place des dispositifs de régulation et de contrôle. Porter les politiques de l'Etablissement et communiquer pour expliquer le sens de l'action. Communiquer avec tous les acteurs en matière de police, de gestion de la faune sauvage et de valorisation de ses habitats au sein de l'Etablissement ou avec les partenaires (administration dont préfets et établissements publics, collectivités territoriales, fédérations de chasseurs, associations de chasse et de protection de la nature…) ainsi qu'auprès des médias. Savoir définir la posture à adopter, l'adapter en fonction des projets, des interlocuteurs et savoir coopérer. Intégrer les dimensions européennes et internationales dans la détermination des objectifs et leur mise en œuvre. Créer et entretenir des partenariats et réseaux. Conduire des négociations et concertations. Analyser son environnement, anticiper et définir une stratégie. Faire preuve de sang froid et anticiper les situations à risque. Piloter et accompagner les changements et faire face à des situations de pression, de crise, de conflits, d'incertitude. Maîtriser les techniques de conduite de projets.
Savoir-être	Sens de l'intérêt général et du service public. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. Aptitude à la prise de décision. Sens de l'initiative, force de proposition. Rigueur

Diplômes et expérience
Une solide expérience antérieure dans les domaines concernés par le présent poste. Le candidat devra notamment avoir exercé des missions de police judiciaire et administrative et assuré des fonctions d'encadrement de services de police et parfaitement maitriser les rouages de la chaîne judiciaire.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements du le poste
Christophe BAYOU, Délégué interrégional Bretagne - Pays de Loire par téléphone au 06.71.54.88.59 ou par courriel à christophe.bayou@oncfs.gouv.fr

Pour candidater :

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 31 mai 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe,** par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

ONCFS **06/04/2017**
Avis n°17-18-DR GE

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI A POURVOIR AU 1er Septembre 2017
A pourvoir en interne ou en position normale d'activité

Catégorie :	Catégorie A+ Catégorie A, expérimenté(e)
Fonction :	Délégué(e) régional(e) adjoint(e) (H/F)
Affectation :	Délégation régionale Grand Est (Alsace, Lorraine, Champagne, Ardennes)
Résidence administrative :	Moulins-Lès-Metz (57)

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : http://www.oncfs.gouv.fr
L'ONCFS est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales et interrégionales).

La Délégation régionale Grand Est (DR GE) se compose de 130 agents ainsi répartis :
- la Déléguée régionale et son Adjoint,
- 10 Services départementaux (113 agents),
- la Cellule technique, chargée d'actions de recueil et d'organisation de données, d'expertise, et d'appui technique aux Services départementaux,
- la Cellule administrative.

Elle anime et coordonne les activités des Services départementaux en déclinant le contrat d'objectifs de l'ONCFS et en mettant en œuvre les différentes instructions internes. Elle apporte son appui à ces mêmes services et assure l'interface avec les Directions de l'établissement. Elle représente celui-ci auprès des partenaires régionaux et départementaux.

La Délégation régionale Grand Est possède des particularités fortes :
- **région frontalière** avec 4 pays et « porte d'entrée » (commerces ; chasseurs étrangers ; …).
- région **forestière** qui accueille des populations de grand gibier et à forte activité cynégétique.
- existence du **braconnage.**
- existence de **trafics** d'animaux et produits d'animaux d'espèces de la faune sauvage protégées et/ou dont le commerce est réglementé.
- activités de loisirs de Nature, et problématique de la circulation d'engins à moteurs dans les milieux naturels.
- un maillage de sites protégés, de sites Natura 2000 et de territoires emblématiques sous statuts de réserves.
- **l'équilibre agro-sylvo-cynégétique** est un enjeu fort. La DR est membre expert au sein du Comité régional paritaire sylvo-cynégétique. De plus, elle participe à l'amélioration de la connaissance sur la relation entre la faune sauvage et la forêt sur le Massif du Donon.
- la DR **gère directement 3 espaces** d'intérêt majeur pour l'accueil des oiseaux migrateurs.
- appui à l'administration pour la définition et le contrôle de la mise en œuvre des **mesures ERC** sur les projets de grandes infrastructures.
- participation aux **programmes de recherche** de l'Etablissement (oiseaux et mammifères).
- la Cellule technique et les services d'Alsace sont particulièrement impliqués dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du plan national d'actions en faveur du **Grand Hamster.**
- concernant la gestion du Loup et du Lynx, la DR apporte de façon continue son appui à l'administration (constats de prédation, collecte d'indices, diagnostic différentiel, connaissance de l'aire de présence de l'animal, mesures d'intervention).

Description de l'emploi

Seconde et assiste la Déléguée régionale dans son domaine de compétence et la représente dans le cadre des missions qui lui sont confiées. Il intervient plus particulièrement dans le domaine de la police.

- **Animation territoriale et pilotage des missions**

- Assurer l'intérim de la Déléguée régionale pendant ses congés.
- Apporter un appui dans l'interface entre Services et Directions centrales.
- Représenter, le cas échéant, la Déléguée aux Missions interservices de l'eau et de la nature (MISEN), à des réunions régionales/nationales, auprès des autorités judiciaires et préfectorales, ainsi que des partenaires.
- Etre force de proposition dans l'élaboration des objectifs de l'établissement au niveau déconcentré, ainsi que dans l'analyse et le rapportage des activités.
- Seconder la Déléguée régionale dans l'exercice du contrôle sur les agents affectés à la Délégation et dans la gestion des conflits.
- Participer à l'animation, à la coordination et au contrôle du fonctionnement des Services départementaux et des implantations, avec une attention aux respects des règles de sécurité.
- Animer les réseaux de correspondants départementaux (correspondants sécurité à la chasse, correspondants Police Judiciaire, …).
- Participer aux choix tenant à la répartition des moyens de fonctionnement mis à disposition de la Délégation régionale.
- Evaluer les besoins rationnels en matériels et superviser leur utilisation (Commandes équipement - gestion du parc des véhicules, …).
- Etre référent sur les outils de suivi de l'activité (GEACO et FDD) de la DR : répondre au contrôle de gestion, analyser les activités, veiller au respect des dispositions du règlement intérieur, valider les saisies et les FDD des Chefs de service.

- **Appui au pilotage des missions de police**

- Assurer l'encadrement, le suivi des missions de police, veiller au respect des objectifs donnés aux SD, et assurer le suivi des résultats. A ce titre, contrôler et valoriser les données des outils de rapportage (CRPV et LICORNE) par des bilans périodiques.
- Assurer l'interface entre les Chefs de service et la Direction de la police (doctrine, formation/information, avis juridiques, sécurité des interventions, remisage des armes, etc).
- Participer au rapprochement des SD de l'ONCFS et de l'AFB.
- Coordonner la rédaction et l'application des protocoles quadripartites.
- Apporter un appui aux Chefs de services pour l'élaboration, le suivi et la valorisation des résultats des plans de contrôle départementaux, ainsi que pour le respect des orientations données.
- Contrôler la qualité des procédures et des procès verbaux : traiter d'éventuelles erreurs avec les Chefs de service ; valoriser les bonnes pratiques et les opérations de police exemplaires pour des échanges d'expérience interservices et/ou une communication externe (articles dans ONCFS Actu ou dans la presse nationale ou locale).
- Mener les débriefings lors d'incidents ou d'accidents de service.
- Participer en appui à des opérations de police menées et organisées par les SD, faciliter la mise en place d'opérations interdépartementales, définir avec les Services les besoins en renfort et s'impliquer personnellement dans les dossiers les plus sensibles (contacts avec les commandements de gendarmerie, les procureurs, …).

- **Expertise, partenariats et communication**

- Contribuer à la politique de partenariat ainsi qu'aux relations suivies avec les services de l'Etat, les autres établissements publics, les collectivités territoriales et le monde associatif (cf. accords cadres nationaux avec le ministère de la Défense, la Direction des douanes, …).
- Formuler des avis et apporter conseil auprès de l'administration et des autres partenaires de l'établissement.
- Appuyer à la mise en œuvre de la stratégie de communication, pour présenter et expliquer les politiques publiques dans son domaine de compétences.

Conditions particulières d'exercice

- Dispose d'une délégation de pouvoir délivrée par le Directeur général.
- Participe à de nombreuses réunions et réalisent de nombreux déplacements.

Profil attendu

Connaissances	Maitrise du fonctionnement des institutions administratives et judiciaires régionales et départementales. Connaissance de bon niveau dans les sciences du vivant et la biologie. Droit de l'environnement, droit pénal et procédure pénale, prérogatives des inspecteurs de l'environnement. Commissionnement et assermentation « Police de la nature » au titre de l'art. L 172-1 du CE (acquisition sur le poste). Management public et gestion des ressources humaines.
Savoir faire	Savoir communiquer, relayer les choix et les objectifs internes. Comprendre les enjeux et adapter ses initiatives en fonction du contexte. Maitriser des outils de pilotage et de reportage. Gérer des situations de conflit, d'incertitude, de crise. Accompagner le changement. Savoir fédérer une équipe autour d'objectifs partagés, de valeurs communes et d'une éthique. Adapter sa posture en fonction des projets, des interlocuteurs et des situations. Savoir parler en public et maitriser les outils de la communication écrite.
Savoir-être	Etre aligné avec sa hiérarchie et avec ses objectifs. Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue. « Sang froid » et maitrise de soi. Sens de l'initiative, force de proposition. Rigueur.

Diplômes et expérience

Une expérience confirmée en matière d'encadrement de personnels.
Avoir exercé des missions de Police Judiciaire et administratives sera un plus.

Contacts et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

Catherine LHOTE, Déléguée régionale Grand Est par téléphone au 06.25.03.21.96 ou par courriel à catherine.lhote@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 31 mai 2017** - terme de rigueur -, selon les cas :
- en **interne,** à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet,
ou
- en **externe,** par lettre de motivation (avec curriculum vitae détaillé et les trois derniers comptes-rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr
Sous le timbre suivant : Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage
Direction des Ressources Humaines - 85 bis, avenue de Wagram - 75017 PARIS.

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche

Chargé(e) de mission auprès du Directeur du CIHEAM - Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Poste : vacant
Prise de fonctions : Dès que possible
Catégorie A/A+

Dans le cadre d'une mise à disposition par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF), le CIHEAM - IAMM recherche un(e) chargé(e) de mission développement agricole et rural auprès du Directeur. L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM) est l'un des quatre instituts du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisation intergouvernementale ayant comme mandat le développement d'activités d'enseignement supérieur, de formation, de recherche et de coopération en Méditerranée dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural. Le CIHEAM-IAMM travaille en particulier sur les politiques agricoles et alimentaires, les chaînes de valeur et les marchés agroalimentaires, les stratégies des acteurs agroalimentaires, le développement des territoires ruraux, la gouvernance, la sécurité alimentaire et la gestion durable des ressources naturelles. La personne recherchée aura des compétences concernant le développement agricole et rural au sens large.

Lieu : Montpellier (avec des déplacements à prévoir en Méditerranée essentiellement)

Nature de l'activité

Le/la chargé(e) de mission aura pour missions principales, sous l'autorité du Directeur :

- de préparer, de mettre en œuvre, et éventuellement de coordonner des projets de coopération du CIHEAM-IAMM dans le domaine du développement agricole et rural, notamment en réponse à des appels à projets, en liaison avec les autres activités de l'Institut ;
- de contribuer à la réflexion sur les politiques de développement agricole et rural en Méditerranée et à la contribution du CIHEAM-IAMM au dialogue politique euro-méditerranéen dans ce domaine ;
- de contribuer avec les autres instituts du CIHEAM à la mise en œuvre du Plan d'action du CIHEAM pour la Méditerranée (PACMED 2025) dans les thématiques liées au développement rural, en participant à la mise en place d'actions conjointes dans ce domaine ;
- de participer plus généralement aux activités du CIHEAM-IAMM selon ses compétences et ses centres d'intérêt.

2. Qualifications requises

Diplômes : Le (la) candidat(e) sera titulaire d'un diplôme de niveau master (y compris d'ingénieur ou de vétérinaire) dans un des domaines couverts par le ministère chargé de l'agriculture.

Expérience professionnelle :
- Au moins cinq ans d'expérience dans le domaine du développement agricole ou rural, de préférence dans la coopération internationale ;
- Une expérience en matière de montage et de coordination de projets collaboratifs (nationaux, européens, internationaux) et en conduite de projets est souhaitée ; la connaissance de la mécanique et des contraintes des appels à projets européens serait appréciée ;
- Une bonne connaissance des pays méditerranéens serait un plus.

Qualités requises :
- Autonomie et capacités d'organisation
- Capacité à monter et conduire des projets
- Esprit d'initiative et de synthèse, rigueur
- Sens des contacts humains et bonnes capacités relationnelles pour des activités en équipe ou en partenariat dans des contextes socio-culturels variés
- Capacités rédactionnelles, y compris en anglais.

Une très bonne maîtrise de l'anglais (à l'oral et à l'écrit) est indispensable. La pratique d'une ou plusieurs autre(s) langue(s) méditerranéenne(s) serait un plus.

Une disponibilité pour de fréquents déplacements dans les pays Méditerranéens est requise.

Personnes à contacter
Transmettre CV et lettre de motivation à :

Benoit Bonaimé, chef du bureau des relations européennes et de la coopération internationale, SESRI/SDRICI - benoit.bonaime@agriculture.gouv.fr ; Tel : 01 49 55 52 39

Ludovic Larbodière, chef du bureau du développement et des organisations internationales, DGPAAT - ludovic.larbodiere@agriculture.gouv.fr ; Tel : 01 49 55 48 66

Paul Merlin, IGAPS à l'international – paul.merlin@agriculture.gouv.fr ; Tel : 01 49 55 50 52

Pascal Bergeret, Directeur du CIHEAM-IAMM : pascal.bergeret@iamm.fr ; Tel : 04 67 04 60 10

Une copie du dossier de candidature est à adresser à la DGPAAT-SRI à Clément de Carheil, mel : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER)
Sous-direction de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales

Poste de scientifique en gestion de l'eau / sols
International Water Management Institute (IWMI)
Accra (Ghana) - Mise à disposition

N° du poste :
Catégorie : A Poste vacant

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'International Water Management Institute (IWMI) est un des centres de l'Organisation du Système CGIAR. Sa direction est à Colombo (Sri Lanka) avec des bureaux en Afrique au Ghana (Accra), Ethiopie (Addis Abeba), Afrique du Sud (Pretoria) + une possibilité d'ouverture en Afrique du Nord. Ses recherches en sciences sociales, économie, hydrologie et sciences de l'environnement portent sur la gestion intégrée des ressources en eau et en sol, les innovations pour les systèmes d'approvisionnement et la gestion durable des zones humides.	
OBJECTIFS DU POSTE	Le poste a pour objectif de contribuer aux recherches menées par l'IWMI avec différents secteurs de spécialisation possibles dans le domaine de l'eau et des sols. Dans le cadre de ces missions le titulaire fera partie intégrante du réseau international du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.	
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Le titulaire devra : - s'impliquer dans l'exécution des projets de l'IWMI, - participer à l'élaboration de propositions de recherche, - valoriser les résultats de recherche par la production de publications scientifiques et s'attacher à produire des recommandations à destination des décideurs politiques, - encadrer des doctorants et des étudiants en master, - représenter l'IWMI dans des manifestations scientifiques ou de gestion de projets et favoriser le développement des collaborations scientifiques avec l'UMR G-EAU - Développer les relations avec les projets COSTEA (AFD AFEID), Initiative Sahel (CILSS Banque mondiale) et 4p1000, en lien étroit avec les autres centres du CGIAR et le réseau international du MAAF.	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Mise en réseau (français et international) du monde de la recherche et du développement sur l'irrigation, la gestion de l'eau et des sols : MAAF (DGER, DGPE, AFD, MAEDI, IRD, Secrétariat exécutif de l'initiative 4p1000).	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS Profil scientifique et thèse de doctorat souhaitable dans une des disciplines et spécialités mentionnées. La maîtrise de l'anglais est indispensable.	SAVOIR-FAIRE Expérience avérée en recherche-développement pour la diffusion d'innovations techniques, économiques ou institutionnelles, sens de la planification et de la coordination d'équipes pluridisciplinaires dans le domaine de l'eau et des sols. Prévoir de nombreux déplacements.

PERSONNES A CONTACTER	CYRIL KAO Sous-directeur de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales - DGER cyril.kao@agriculture.gouv.fr tél. 01 49 55 45 98 HELOISE PESTEL Sous-directrice International – DGPE heloise.pestel@agriculture.gouv.fr tél. 01 49 55 53 41 Dr D. ROLLIN directeur adjoint de l'UMR G-EAU, IRSTEA dominique.rollin@irstea.fr tel 04 67 04 63 37 Paul Merlin, IGAPS à l'international paul.merlin@agriculture.gouv.fr ; Tel : 01 49 55 50 52 **Une copie du dossier de candidature est à adresser à la DGPE-SEI à Clément de Carheil,** **mel : clement.de-carheil@agriculture.gouv.fr**